

et l'appuierait à la fois ¹? » Le ministre approuvait son ambassadeur : « L'essentiel est d'arriver à un contrôle, condition indispensable de l'exécution des réformes et du rétablissement de la paix ². » On annonçait une prochaine entrevue des deux empereurs de Russie et d'Autriche. Mais, à Vienne et à Pétersbourg, on hésitait encore. Le comte Goluchowski et le comte Lamsdorff se rendaient compte qu'ils touchaient au moment critique à partir duquel commenceraient, pour les deux gouvernements, les responsabilités directes. Le jour où ils assumeraient la charge de contrôler l'application des réformes, ils auraient mis le doigt dans l'engrenage. En Turquie, lorsqu'il s'agit d'intervention, on sait parfois comment on commence, jamais jusqu'où l'on ira et comment on finira. S'ils sortaient de la politique d'intégrité et du *statu quo*, les deux ministres devaient se demander où ils pourraient s'arrêter dans la voie de l'intervention et des réformes. Le bon accord, facile à maintenir sur un programme négatif, résisterait-il à une politique d'action? Enfin, ne devait-on pas compter avec l'Allemagne, protectrice déclarée de l'intégrité de l'empire ottoman, rebelle d'avance à toute tentative de limitation, même partielle, de l'autorité du Sultan?

D'Angleterre, à la veille du jour où le comte Lamsdorff et le comte Goluchowski se préparaient à se rencontrer à Münzsteg (2 octobre) vient l'acte décisif qui va donner un nouveau cours à la politique réformatrice de l'Europe, la faire entrer dans la voie de l'intervention directe et y faire prédominer d'autres influences que celles de Vienne et de Pétersbourg.

1. *Livre Jaune* de 1903-1905, n° 23.

2. *Ibid.*, n° 25.